

**Belgium-Liège: Chemical products**

**OJ S 107/2014 05/06/2014**

**Contract notice**

**Supplies**

**Directive 2004/18/EC**

**Section I: Contracting authority**

---

**I.1. Name and addresses**

Official name: Ville de Liège – maintenance des espaces publics

Postal address: Rue de Namur 2, 3e étage

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

For the attention of: M. Christian Servais

E-mail: [mep.marchespublics@liege.be](mailto:mep.marchespublics@liege.be)

Telephone: +32 42383085

Fax: +32 42383389

**Internet address(es):**

Address of the buyer profile: [http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID\\_AVIS=404046](http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=404046)

**Additional information can be obtained from:**

Official name: Ville de Liège – maintenance des espaces publics

Postal address: Rue de Namur 2, 1er étage

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

For the attention of: M. Mathieu Habrant

E-mail: [mathieu.habrant@liege.be](mailto:mathieu.habrant@liege.be)

Telephone: +32 42383027

**Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:**

the abovementioned address

**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address

**I.2. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

**I.3. Main activity**

**I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities**

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

**Section II: Object of the contract**

---

**II.1. Description**

**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Fourniture de produits destinés à l'enlèvement de tous tags, graffitis ou inscriptions et au décollage ou enlèvement des affiches sauvages, ainsi qu'au nettoyage des supports

### **II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery**

Supplies

Purchase

NUTS code BE332 Arr. Liège

### **II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system**

The notice involves a public contract

### **II.1.4. Information about framework agreement**

Framework agreement with a single operator

### **II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

Fourniture de produits destinés à l'enlèvement de tous tags, graffitis ou inscriptions et au décollage ou enlèvement des affiches sauvages, ainsi qu'au nettoyage des supports par le service de la propreté publique.

### **II.1.6. CPV code(s)**

24000000 Chemical products

### **II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)**

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

### **II.1.8. Lots**

This contract is divided into lots: no

### **II.1.9. Information about variants**

Variants will be accepted: no

## **II.2. Scope of the procurement**

### **II.2.1. Total quantity or scope**

Estimated value excluding VAT:

Range: between 165 239,86 and 330 578,51 EUR

### **II.2.2. Information about options**

Options: no

### **II.2.3. Information about renewals**

## **II.3. Duration of the contract or time limit for completion**

## **Section III: Legal, economic, financial and technical information**

---

### **III.1. Conditions related to the contract**

#### **III.1.1. Deposits and guarantees required**

Le cautionnement à constituer s'élève à 5 %. Le montant est arrondi à la dizaine d'euro supérieure. Le résultat de cette opération arithmétique s'élève à 8.270 EUR. Étant donné que de nombreuses livraisons sont prévues sur base du présent accord-cadre, et afin d'éviter que celui-ci doive constituer un cautionnement pour chaque commande passée au fournisseur, il est opté pour la constitution d'un montant forfaitaire comme cautionnement dans les 30 jours calendrier suivant la conclusion de l'accord-cadre.

#### **III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them**

Le paiement des livraisons effectuées intervient dans un délai de 30 jours de calendrier à compter de l'échéance du délai de vérification visé à l'article 120 RGE: vérification de la livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en même temps en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

### **III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded**

### **III.1.4. Contract performance conditions**

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

## **III.2. Conditions for participation**

### **III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions: Article 61 AR critères d'exclusion. Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion définis à l'art. 61 §1 et §2, 5° de l'AR du 15/07/2011. L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que, à quelque stade que ce soit de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut inviter le soumissionnaire à produire les documents mentionnés à l'art. 61 §1 de l'AR du 15/07/2011. Dans le cadre de l'art. 62 de l'AR du 15/07/2011, la vérification de ces situations en sera faite par le pouvoir adjudicateur via l'application DIGIFLOW qui lui donne un accès sécurisé aux bases de données fédérales en matière de sécurité sociale ainsi qu'à la Banque carrefour des entreprises. À cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné, par les moyens les plus rapides, et dans le délai qu'il détermine, de fournir les documents et preuves permettant de vérifier sa situation personnelle et mentionnés à l'art. 61 précité, notamment les justificatifs suivants:

- 1) un extrait du casier judiciaire ou un autre document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance. Ce document peut toutefois être remplacé par un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs du soumissionnaire ou du (ou des) mandataires de la société;
- 2) une attestation du greffe du tribunal de commerce certifiant l'absence de faillite ou de toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature;
- 3) un certificat de l'administration des contributions directes reflétant la situation du soumissionnaire au moment du dépôt de son offre compte tenu du dernier exercice fiscal pour lequel un avertissement – extrait de rôle a été établi;
- 4) un certificat de l'administration compétente attestant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de la TVA. Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de 6 mois par rapport à la date d'ouverture des offres.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement auprès des services qui en sont gestionnaires. Si l'entrepreneur est étranger, une attestation délivrée par l'autorité compétente devra être fournie par le soumissionnaire retenu. Article 62 AR obligations en matière de paiement de sécurité sociale. Conformément à l'art. 62 de l'AR du 15/07/2011, les soumissionnaires employant du personnel assujéti à la loi du 27/06/1969 révisant l'arrêté-loi du 28/12/1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont dispensés de produire l'attestation de l'office national de la sécurité sociale dont il résulte qu'ils sont en règle en matière de cotisations ONSS pour le présent marché. La vérification de la situation en sera faite par le pouvoir adjudicateur via l'application DIGIFLOW qui lui donne un accès sécurisé aux bases de données fédérales en matière de sécurité sociale. Le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre

État membre de l'Union européenne est tenu de joindre à son offre les certificats délivrés par l'autorité compétente du pays concerné selon lesquels le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attention est attirée sur le fait que la pouvoir adjudicateur peut s'enquérir de la situation du soumissionnaire assujéti à la sécurité sociale des travailleurs indépendants afin de vérifier si il est en règle avec ses obligations en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale. Article 63 AR obligations en matière fiscales. Conformément à l'article 63 de l'AR du 15/07/2011: §1er. Sous réserve de l'application de l'art 60 §1er le candidat ou le soumissionnaire joint à sa demande de participation ou à son offre, selon le cas, une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. §2. Pour un candidat ou soumissionnaire belge, le pouvoir adjudicateur vérifie le respect des obligations fiscales à l'égard du SPF Finances, sur base de l'attestation délivrée par ce dernier. Est en règle par rapport aux obligations visées au présent paragraphe, le candidat ou le soumissionnaire qui n'a pas, pour ces obligations, une dette supérieure à 3 000 EUR, à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement. Toutefois, même si la dette visée au présent paragraphe est supérieure à 3 000 EUR, le candidat ou le soumissionnaire sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélection ou d'attribution du marché, selon le cas, qu'il possède, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'art 2 1° de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'art 2 2° de la loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3 000 EUR près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de ses dettes fiscales professionnelles.

### **III.2.2. Economic and financial ability**

List and brief description of conditions: Le chiffre d'affaires annuel global supérieur ou égal à 250 000 EUR pour au maximum les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date du début d'activités du soumissionnaire. Il joindra à son offre une déclaration relative à ce chiffre d'affaires réalisé pendant, le cas échéant, les 3 derniers exercices.

### **III.2.3. Technical and professional ability**

List and brief description of conditions:

Pour chaque lot, la liste de minimum 3 principales livraisons similaires effectuées pendant les 3 dernières années, d'un montant d'au moins 50 000 EUR par livraison, leur montant, leur date et leurs destinataires publics ou privés:

— s'il s'agit de fournitures à une autorité publique, les livraisons sont prouvées par des certificats établis ou visés par l'autorité compétente,

— s'il s'agit de fournitures à des personnes privées, les certificats sont établis par l'acheteur; à défaut, une simple déclaration du fournisseur est admise.

### **III.2.4. Information about reserved contracts**

#### **III.3. Conditions specific to services contracts**

##### **III.3.1. Information about a particular profession**

##### **III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract**

## **Section IV: Procedure**

---

### **IV.1. Type of procedure**

#### **IV.1.1. Type of procedure**

Open

#### **IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited**

#### **IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue**

#### **IV.2. Award criteria**

##### **IV.2.1. Award criteria**

Lowest price

##### **IV.2.2. Information about electronic auction**

An electronic auction will be used: no

#### **IV.3. Administrative information**

##### **IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority**

2014/MEP/O/046

##### **IV.3.2. Previous publication concerning this procedure**

no

##### **IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document**

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 22.7.2014 - 16:30

Payable documents: yes

Price: 15,00 EUR

Terms and method of payment: BE14091000432283 – BIC / SWIFT: GKCCBEBB de M. le receveur communal de Liège avec la mention «Retrait dossier 2014/M.E.P./O/046 – article 040 /36148/14/04». Demande obligatoire des documents par courriel ([mep.marchespublics@liege.be](mailto:mep.marchespublics@liege.be)) accompagnée de la preuve du paiement. Attention: aucun document ne sera délivré en l'absence de ce courriel.

##### **IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate**

29.7.2014 - 11:00

##### **IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates**

##### **IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted**

French.

Other:

##### **IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender**

Duration in days: 250 (from the date stated for receipt of tender)

##### **IV.3.8. Conditions for opening of tenders**

Date: 29.7.2014 - 11:00

Place:

Ville de Liège – 3e étage, salle 2 – Rue de Namur 2 à 4000 Liège

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

## Section VI: Complementary information

---

### VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

### VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:  
no

### VI.3. Additional information

### VI.4. Procedures for review

#### VI.4.1. Review body

Official name: Greffe du Conseil d'État

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

Telephone: +32 22349611

Fax: +32 22349865

#### VI.4.2. Review procedure

#### VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

### VI.5. Date of dispatch of this notice

3.6.2014